

Points

De la Polynésie française

conjoncture

01

TE AVEI'A

Quatrième trimestre 2014

EN 2014, MAINTIEN FRAGILE DE LA CONSOMMATION

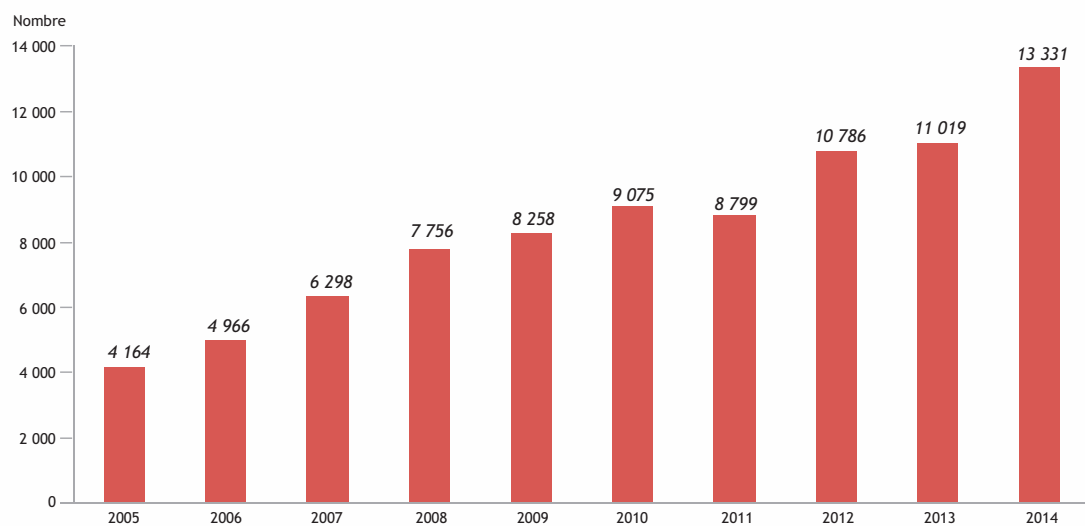
Le bilan de l'année 2014 est mitigé. Si la consommation se maintient, l'emploi et le chiffre d'affaires des entreprises semblent avoir cessé leurs baisses, tandis que le retour de l'investissement des entreprises se fait attendre.

En revanche, la croissance de la fréquentation touristique se confirme en 2014.

le chiffre : 13 330

C'est le nombre moyen de demandes d'emploi non satisfaites en 2014 à chaque fin de mois (DEFM), selon les données du Service de l'Emploi de la Formation et de l'Insertion professionnelles (SEFI).

NOMBRE MOYEN DE DEMANDES NON SATISFAITES EN FIN DE MOIS (DEFM)



Sources : SEFI, ISPF



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

POINT DE CONJONCTURE - BILAN ÉCONOMIQUE 2014

L'année 2014 aura été une année décevante pour l'activité économique, au niveau mondial et en Polynésie française. Parmi les économies dites avancées, les pays anglo-saxons ont réussi à relancer leur activité, et à faire reculer le chômage, alors que la reprise tarde dans les autres pays, en particulier en Europe et au Japon.

En Polynésie française, si le chiffre d'affaires des entreprises a cessé sa chute, il n'en demeure pas moins à un faible niveau, et les évolutions sectorielles demeurent très contrastées. L'investissement des entreprises ne décolle toujours pas, tandis que la consommation des ménages a légèrement progressé en valeur malgré des prix relativement stables en 2014. Cette légère progression est loin d'être suffisante pour relancer l'investissement des entreprises et donc de l'emploi. Les effectifs salariés se sont toutefois stabilisés, mais le nombre de demandeurs d'emploi se déclarant en recherche demeure très élevé.

Au 31 décembre 2014, 9 900 personnes se déclaraient en recherche d'emploi (+ 2 % sur un an). En moyenne annuelle, ils étaient 13 330 actifs à chaque fin de mois (+ 21 % par rapport à 2013), avec un pic à 17 400 DEFM au 31 mars 2014. La mise en place du Contrat d'Accès à l'Emploi (CAE) en début d'année a induit une recrudescence de nouvelles inscriptions au SEFI au cours du premier trimestre de l'année, en particulier pour les primo-demandeurs. Sur l'ensemble de l'année, 29 500 demandeurs différents (+ 30 %), ont créé 39 000 nouvelles inscriptions (+ 30 %).

Au final, 3 077 CAE¹ ont été mis en place sur toute l'année. Le secteur primaire et le commerce ont été les principaux bénéficiaires de cette mesure. Viennent ensuite l'hôtellerie-restauration, les industries manufacturières et la construction. Un tiers des contrats ont été signés dans le secteur non marchand (administration, association ou commune).

Les offres d'emploi normal, sont en baisse de 5 % à 2 400 postes offerts ; l'année 2014 se situe au même niveau que celle de 2009, soit les deux plus mauvaises années pour les offres spontanées. Cela correspond à 200 nouveaux postes offerts en moyenne par mois (197 en 2009). L'administration publique regroupe un quart de ces offres, suivie par l'hôtellerie-restauration (17 %) et le commerce (11 %). Viennent ensuite le commerce et les activités spécialisées scientifiques et techniques (respectivement 8 %). Les offres en CDI sont de moins en moins nombreuses (- 30 %), tout comme les créations de postes (- 18 %).

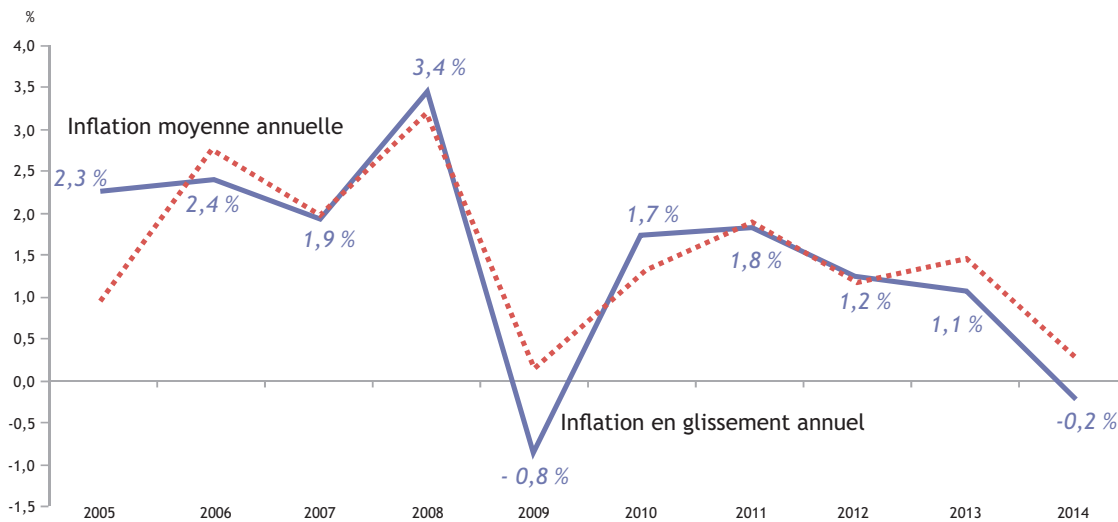
Parallèlement, les effectifs salariés déclarés à la CPS sont stables entre septembre 2013 et septembre 2014. La baisse des effectifs dans la construction (- 6,3 %, - 272) et dans l'industrie alimentaire (- 4 %, - 62) contrebalance la hausse dans les services, en particulier dans l'hôtellerie (+ 5,2 %, + 212) et dans les activités de transport et entreposage (+1,6 %, + 86). Les effectifs du commerce sont stables. Ces tendances se confirment en fin d'année selon les premières estimations ; le nombre de salariés baisse dans la construction (- 7,3 %) suivi par l'industrie (- 1,4 %), tandis que dans le commerce ils sont stables, et qu'ils augmentent dans l'hôtellerie-restauration (+ 3,4 %) et les autres services (+ 2,7 %). L'épidémie de chikungunya qui a touché de nombreux salariés, a engendré une hausse des embauches temporaires dans l'intérimaire et les entreprises en fin d'année.

Le chiffre d'affaires des entreprises cesse de diminuer, et les premiers chiffres pour 2014 affichent même une légère hausse. Les évolutions sont toutefois contrastées suivant les secteurs d'activité. Les plus fortes baisses se retrouvent dans l'industrie (en particulier les industries extractives et les industries d'« autres produits »), les activités financières, et celles de transport et entreposage. En revanche, dans la construction, le chiffre d'affaires est en hausse grâce aux travaux publics et au gros œuvre. Il augmente aussi nettement dans les activités d'hébergement hôtelier et dans les activités d'information et communication suite à l'arrivée d'un nouvel opérateur téléphonique courant 2013.

1 : Les CAE déclarés à la CPS sont comptabilisés dans les effectifs en tant que stagiaires, et non en tant que salariés (2 818 au 31 décembre 2014.)

En moyenne en 2014, les prix ont été relativement stables par rapport à 2013 (+ 0,3 %). Les plus fortes hausses ont eu lieu dans les services d'hébergement (+ 5,4 % en moyenne annuelle), les restaurants (+ 2,7 %), sur les boissons alcoolisées (+ 3,7 %), les produits alimentaires (+ 0,9 %) et l'enseignement (+ 0,8 %). Parallèlement, les plus fortes baisses se retrouvent encore dans les articles d'habillement (- 7,9 %), suivies de loin par l'équipement du foyer (- 0,8 %) et le logement (- 0,7 %).

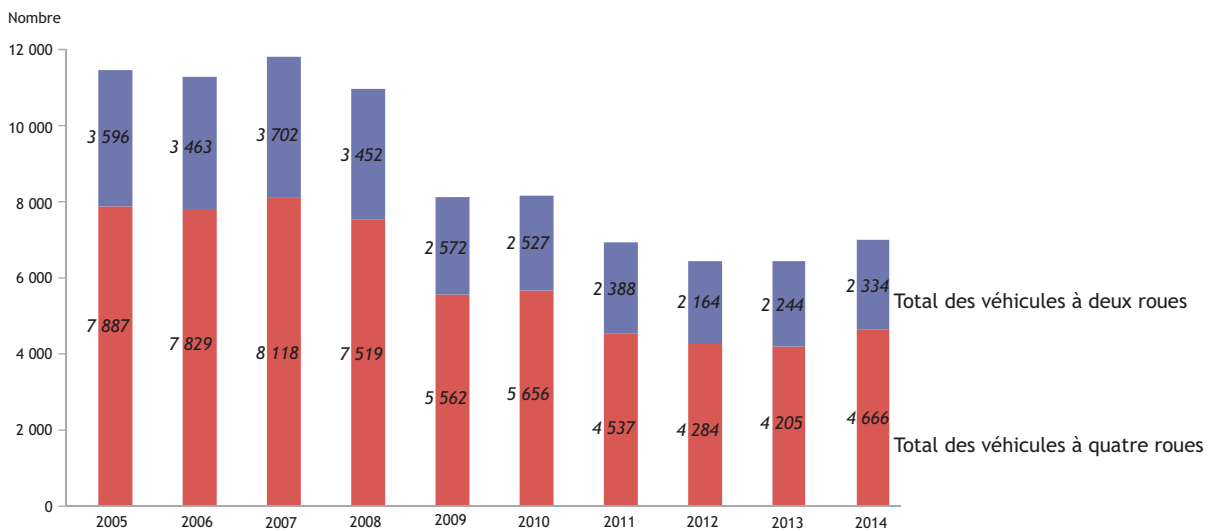
ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX



Source : ISPF

Dans ce contexte non-inflationniste, la demande peine à redémarrer : la valeur totale des importations en 2014 diminue de 1,8 %, essentiellement entraînée par la baisse de la facture énergétique (- 10 %). Cette dernière est due à une baisse du cours mondial du pétrole mais aussi de la consommation en carburant. Les entreprises ont réduit leur demande : la valeur des biens d'équipement importés diminue de 5,4 % et celle des biens intermédiaires de 2,9 %. La demande pour les autres groupes de produits a progressé : + 3,2 % pour les biens de consommation (en particulier pour l'équipement du foyer), et + 2,5 % pour l'ensemble de produits alimentaires, et + 8 % pour les produits des industries automobiles (+ 6 % pour les seules voitures de tourisme). Parallèlement, le nombre de nouvelles immatriculations de véhicules neufs augmente de 9 %.

IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES NEUFS



Sources : Direction des Transports Terrestres, ISPF

Quant à la demande extérieure, la valeur des exportations progresse de 8 % en 2014, soit 900 millions de F.CFP de recettes supplémentaires, essentiellement grâce à la perle de culture brute qui a rapporté 970 millions de F.CFP en plus qu'en 2013 (+ 13 %). Les volumes augmentent moins vite (+ 6 %), traduisant un prix au gramme en hausse (600 F.CFP soit + 30 F.CFP). La valeur des autres principaux produits locaux exportés augmente aussi (excepté pour la nacre), avantagés par des prix unitaires en hausse (ou stables), en particulier pour la vanille dont le prix unitaire progresse de 15 % à 20 800 F.CFP le kilo. L'augmentation des volumes exportés est un signe encourageant quant à l'évolution de la demande extérieure.

La conjoncture s'est en effet améliorée chez nos partenaires commerciaux, ce qui favorise aussi les arrivées touristiques. Au terme de l'année 2014, la Polynésie française a reçu 10 % de touristes supplémentaires pour atteindre 180 000 touristes. Cette progression a été portée par la hausse du nombre de croisiéristes qui s'établit à 38 680 personnes (+ 43 %, + 11 640). Le nombre de touristes terrestres payants augmente de 3,8 % (+ 4 520) et le nombre de touristes affinitaires est stable. Le tourisme de destination représente toujours 80 % des effectifs touristiques.

L'augmentation du tourisme de croisière s'accompagne de celle du nombre de touristes américains (+ 16 %, + 8 620). Le nombre de Canadiens augmente de 29 % (+ 2 060) et le nombre de Français de 6 % (+ 1 940). Les Européens (hors France) sont 2 440 de plus (+ 9,7 %), et ce malgré une baisse de 3 % du premier marché, l'Italie. Cette année la hausse vient du Royaume-Uni (+ 48,5 %, + 1 580), premier pays européen à être sorti de la récession. Vient ensuite l'Allemagne avec 500 touristes supplémentaires (+ 16 %). Avec 356 touristes en plus (+ 15 %), l'Espagne enregistre aussi une belle progression. La fréquentation japonaise est en baisse de 5 %, mais demeure le troisième marché émetteur pour la Polynésie française, loin derrière les États-Unis et la France. L'ensemble du marché asiatique progresse de 5 % (+ 900 à 18 300) entraîné par le boom du marché chinois (+ 74 %, + 1 400 à 3 270). Enfin le marché du Pacifique est en hausse de 5 % (+ 1 030), dont plus de la moitié vient du marché néo-zélandais.

Le nombre de chambres offertes par les hôtels internationaux diminue de 4 % soit 40 000 chambres de moins qu'en 2013. Le nombre de chambres vendues est quant à lui stable, d'où un coefficient moyen de remplissage qui s'améliore de 2,8 points à 63 % et un revenu moyen par chambre disponible en hausse (+ 9,5 % à 19 725 F.CFP). Le revenu moyen par chambre vendue augmente de 4,7 % à 31 250 F.CFP à l'image de la hausse des prix dans les services d'hébergement (+ 5,4 % en inflation moyenne annuelle).

FRÉQUENTATION TOURISTIQUE



Source : ISPF

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Octobre

le 31 • JAPON - Politique monétaire : la Banque du Japon (BoJ) a décidé d'assouplir davantage sa politique monétaire, en augmentant son programme de rachat d'actifs, dans l'espoir de donner un coup de fouet à une économie chancelante. Cette annonce, qui survient deux jours après une démarche inverse de la Réserve fédérale américaine (Fed), a instantanément propulsé la Bourse de Tokyo et le dollar à des niveaux inédits depuis près de sept ans. Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de son comité directeur, la BoJ a fait savoir qu'elle allait désormais augmenter la base monétaire de 80 000 milliards de yens (583 milliards d'euros) par an, contre 60 000 à 70 000 milliards auparavant.

Novembre

le 04 • ÉTATS-UNIS - Politique : les élections de mi-mandat ont été perdues par les démocrates qui ne contrôlent désormais aucune des deux chambres du Congrès américain.

le 16 • MONDE - G20 : les chefs d'État et de gouvernement du G20 se sont mis d'accord sur des mesures destinées à stimuler la croissance et à obtenir davantage de transparence fiscale, dans la droite ligne des projets défendus notamment par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ils ont également convenu d'une action résolue sur le climat, précisant dans leur communiqué final qu'ils soutenaient notamment le fonds vert de l'ONU, destiné à aider les pays en développement à s'adapter aux effets du réchauffement climatique.

le 26 • UE - Investissements : le président de la Commission européenne décide, pour relancer l'économie de l'Union, d'un plan d'investissement de 21 milliards d'euros confié à un Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). La Commission européenne table sur un investissement global (public et privé) de 315 milliards d'euros, et a reçu 2 000 projets pour une somme d'une valeur supérieure à 1 300 milliards. Parmi ces projets, des programmes de réhabilitation énergétique de bâtiments, des aides à des clusters, des lignes ferroviaires à grande vitesse... des projets dans les domaines de l'innovation, de l'éducation, du numérique, et de l'énergie. La France propose l'extension du port de Calais, un gazoduc val de Saône, des prêts aux entreprises dans la robotique...

Décembre

le 23 • ONU - Climat : l'accord conclu à Lima, lors de la 20^{ème} conférence de l'ONU sur le climat, pose les bases du futur pacte multilatéral qui doit être conclu fin 2015 à Paris pour limiter le réchauffement climatique. Si l'Union européenne s'engage à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40 % d'ici 2030, les deux premières économies mondiales s'engagent de réduire d'un quart leurs émissions de GES en 2025 (point de départ les émissions de 2005), ce qui est une vraie avancée. Le Fonds vert pour le climat, alimenté par les pays développés pour aider les pays les plus pauvres à faire face au changement climatique, atteint 10 milliards de \$US.

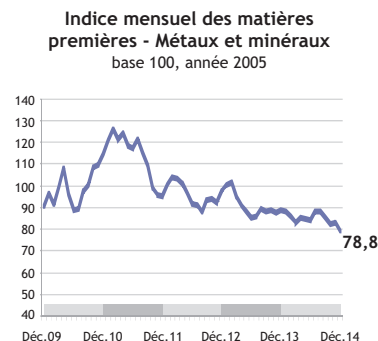
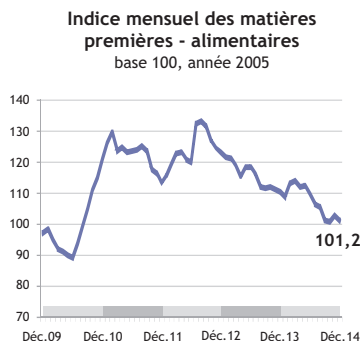
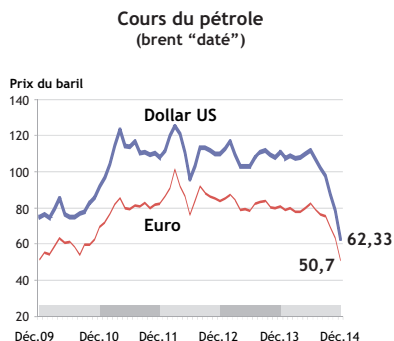
le 23 • JAPON - Élections : Shinzo Abe est reconduit sans surprise au poste de premier ministre. Cette élection a suscité peu de passion dans l'archipel nippon confronté à l'inefficacité de toutes les politiques économiques. Il demeure désespérément englué dans la déflation.

le 31 • MONDE - Énergie : le cours moyen du baril de Brent a chuté à 63 \$US en moyenne au mois de décembre 2014, soit le niveau le plus bas depuis avril 2009. Cette baisse est la conséquence d'une baisse de la demande et d'une hausse de l'offre : le ralentissement très important de l'économie chinoise réduit la demande, et la hausse plus rapide que prévu de la production de pétrole (non conventionnel) aux États-Unis à laquelle s'ajoute le refus de l'Arabie Saoudite de baisser davantage sa production, font progresser l'offre.

INDICATEURS

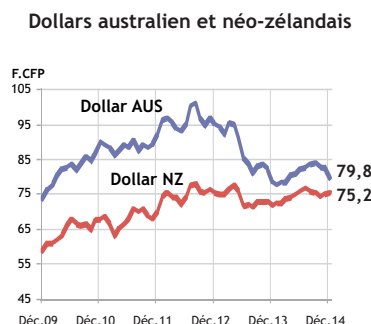
INDUSTRIE

Source : Banque mondiale



CHANGE

Source : Banque de Polynésie



INDICES BOURSIERS

source : yahoo finances



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2014

	PIB (provisoire)		Indice des prix à la consommation	Taux de chômage	Taux directeur	Dernier changement
	Var. sur 3 mois	Var. sur 1 an	Var. sur 1 an	en fin de trimestre	Banques centrales	
États-Unis	2,6 %	2,5 %	0,8 %	5,6 %	0,25 %	17/12/08
Zone Euro	0,3 %	0,9 %	- 0,2 %	11,4 %	0,05 %	04/09/14
France ¹	0,1 %	0,4 %	0,1 %	10,3 %	0,05 %	04/09/14
Japon	0,6 %	0,0 %	2,4 %	3,6 %	0,00 %	06/10/10
Australie	0,3 %	2,7 %	1,7 %	6,1 %	2,50 %	06/08/13
Nouvelle-Zélande	1,0 %	3,2 %	0,8 %	5,7 %	3,50 %	03/07/14
Chine	1,5 %	7,3 %	1,5 %	4,1 % ²	5,60 %	21/11/14

1 : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.

2 : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : Instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, Eurostats.

ACTUALITÉ LOCALE

Octobre

- le 01 • SALAIRES - SMIG** : le SMIG horaire progresse de 2,29 %. Celui-ci passe donc de 884,56 à 904,82 F.CFP, soit un SMIG mensuel de 152 914 F.CFP. Cette réévaluation est la conséquence d'une augmentation des prix supérieure à 2 % entre la dernière réévaluation du SMIG et le mois de juillet 2014.
- le 04 • ÉNERGIE - Investissements** : Électricité de Tahiti (EDT) investit 3,8 milliards de F.CFP dans la réhabilitation de ses installations hydroélectriques, au travers de sa filiale Marama Nui. Le groupe s'apprête à lancer simultanément un projet d'optimisation des installations existantes, afin d'augmenter leurs rendements, et un programme de réhabilitation des barrages représentant 3,8 milliards de F.CFP d'investissements, dont 45 % ont déjà été engagés.
- le 12 • TOURISME - Croisiéristes** : arrivée des paquebots « Silver Shadow » et « Celebrity Solstice » et de leurs 3 500 passagers à Papeete.
- le 14 • BUDGET - FED** : une enveloppe de 3,6 milliards de F.CFP est allouée à la Polynésie française dans le cadre du 11^{ème} FED (Fonds Européen de Développement), contre 2,4 milliards sur la période 2008 - 2013, soit 30 % de plus par an. Les projets financés dans ce cadre porteront sur le tourisme.
- le 15 • BUDGET - AFD** : une convention a été signée entre la Polynésie française et l'AFD qui apportera un soutien au Pays par le biais de financements de projets, d'un appui technique et d'un appui institutionnel et financier auprès d'autres institutions ou bailleurs de fonds. Les politiques visées porteront entre autres sur la transition énergétique, la préservation de la biodiversité et le tourisme.

Novembre

- le 03 • INVESTISSEMENTS PUBLICS - Équipements** : le comité de pilotage du troisième instrument financier (3IF) a enrichi la programmation 2014 de 7 projets d'investissement supplémentaires, cofinancés par l'État et le Pays dans le cadre d'une seconde tranche d'engagements, portant à 93 le nombre total de projets pour l'année.
- le 09 • PERLICULTURE - Vente aux enchères** : la troisième vente aux enchères de l'année organisée par le GIE Poe O Rikitea s'est tenue du 9 au 11 novembre à Tahiti. Le chiffre d'affaires de cette vente est estimé à 280 millions de F.CFP, pour un prix moyen de 700 F.CFP par gramme de perle, contre 647 F.CFP lors de la dernière vente. Les principaux acquéreurs sont japonais, hongkongais et polynésiens.
- le 24 • TRANSPORTS AÉRIENS - Investissements** : Air Tahiti a intégré un nouvel ATR72 à sa flotte, complétant la livraison de deux ATR42 en novembre 2013 et juillet 2014. La compagnie envisage le renouvellement complet de sa flotte pour 2019. Par ailleurs, après six mois de travaux, la réfection de la piste de l'aéroport de Tahiti Faa'a est achevée.

Décembre

- le 02 • COMMERCE - Investissements** : un nouveau centre commercial, constitué d'un hypermarché Carrefour et d'une galerie marchande de 25 boutiques, a ouvert ses portes à Faa'a, sur l'île de Tahiti. Le Pacific Plaza, qui a fait l'objet d'un investissement de près de 4 milliards de F.CFP, a permis la création de 150 emplois pendant les deux années de construction et génère 350 emplois à l'ouverture.
- le 04 • BUDGET - Finances** : le budget prévisionnel 2015 a été présenté à l'Assemblée de Polynésie française le 4 décembre. Il s'établit à 133,7 milliards de F.CFP, dont 108,6 milliards de F.CFP de dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 38,9 milliards de F.CFP, suite au report en 2015 de 23 milliards de F.CFP non consommés en 2014. Le budget prévoit près de 7 milliards de F.CFP de nouveaux emprunts, portant à 95,7 milliards de F.CFP la dette prévisionnelle à fin 2015.
- le 08 • BTP - Logement social** : un programme de 60 logements sociaux représentant un investissement de 1,4 milliard de F.CFP a été lancé à Faa'a, pour une livraison prévue courant 2016. De même, la construction des 120 logements du domaine Labbé à Pirae devrait débuter rapidement. Cette opération de 2,3 milliards de F.CFP est financée conjointement par l'État et le Pays dans le cadre du Contrat de projet.
- le 08 • BANQUE - Tarifs** : le Haut-commissaire, les établissements bancaires ainsi que l'Office des postes et télécommunications (OPT), avec l'appui de l'IEOM, ont conclu un accord de modération des tarifs bancaires. En comparaison de la tarification en vigueur en avril 2014, les banques polynésiennes et l'État se sont accordés sur une baisse globale affichée de 10,4 %.
- le 24 • ÉNERGIE - Social** : après deux semaines de grève de leur personnel, six sociétés d'hydrocarbures sur sept ont signé un protocole d'accord avec les représentants de la confédération syndicale de la CSIP. En revanche, les négociations bloquent toujours à la STDP sur la question des travailleurs à temps partiel.

TABLEAU DE BORD GÉNÉRAL

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sources : Service des Douanes, ISPF

en millions de F.CFP	déc. 2013	oct. 2014	nov. 2014	déc. 2014	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Importations civiles (valeur CAF)	20 497	13 412	14 499	15 261	- 25,5 %	- 8,3 %
Exportations locales (valeur FAB)	872	1 086	1 487	846	- 2,9 %	- 4,1 %
dont perle de culture brute	561	642	1 158	505	- 10,1 %	- 5,1 %
nono	1	51	32	52	ns	+ 25,5 %
poisson	71	117	100	105	+ 47,9 %	+ 27,2 %
Balance commerciale (Exportations - Importations)	- 19 626	- 12 326	- 13 012	- 14 414	- 26,6 %	- 8,6 %
Taux de couverture réel (Exportations/Importations)	4,3 %	8,1 %	10,3 %	5,5 %	+ 1,29	+ 0,35

TOURISME

Sources : Service d'État à l'Aviation Civile, ISPF

	déc. 2013	oct. 2014	nov. 2014	déc. 2014	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Nombre de touristes	13 832	17 546	14 646	15 169	+ 9,7 %	+ 14,5 %
dont Américains (y.c. Hawaii)	5 401	5 700	5 294	6 042	+ 11,9 %	+ 22,4 %
Français	2 225	3 817	2 700	2 377	+ 6,8 %	+ 6,8 %
Nombre de nuitées	218 127	261 314	202 977	222 770	+ 2,1 %	+ 13,8 %
Durée moyenne de séjour (jours)	15,8	14,9	13,9	14,7	- 6,9 %	+ 14,5 %
Recette Moyenne par Chambre occupée Hôtels Internationaux (F.CFP)	30 297	34 279	27 625	31 743	+ 4,8 %	+ 5,9 %
Coefficient Moyen de Remplissage - Hôtels Internationaux	51,2 %	72,5 %	66,3 %	54,0 %	2,81	- 0,06
Passagers débarqués à Faa'a (vols réguliers)	21 230	24 125	21 658	22 402	+ 5,5 %	+ 9,8 %

EMPLOI

Sources : CPS, SEFI, ISPF

	sept. 2013	juil. 2014	août 2014	sept. 2014	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Effectifs salariés (équivalent temps plein) tous secteurs	51 983	52 125	52 079	52 272	+ 0,6 %	+ 0,2 %
Effectifs salariés (équivalent temps plein) secteur privé	38 037	38 306	38 192	38 249	+ 0,6 %	+ 0,0 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) tous secteurs	312 677	309 449	309 047	308 699	- 1,3 %	+ 0,4 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) secteur privé	293 104	289 684	288 155	287 462	- 1,9 %	+ 0,3 %
Heures travaillées tous secteurs	8 785 091	8 809 158	8 801 315	8 833 916	+ 0,6 %	+ 0,2 %
Heures travaillées secteur privé	6 428 312	6 473 709	6 454 451	6 464 020	+ 0,6 %	+ 0,0 %

	déc. 2013	oct. 2014	nov. 2014	déc. 2014	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Demandes (nouvelles inscriptions)	1 499	2 756	1 983	1 266	- 15,5 %	+ 0,1 %
Primo-demandeurs	260	482	307	177	- 31,9 %	- 15,8 %
Demandes d'Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	9 725	12 226	11 409	9 896	+ 1,8 %	+ 1,8 %
Nouvelles Offres d'Emploi Normal	158	171	118	156	- 1,3 %	- 16,0 %
Nouvelles Offres d'emploi aidé secteur marchand	195	179	275	144	- 26,2 %	+ 10,7 %

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Sources : Service des Contributions, Service des Transports Terrestres, ISPF

	13T03	14T01	14T02	14T03	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Chiffre d'affaires des commerces (en millions de F.CFP)	48 916	44 186	47 096	48 485	//	- 0,9 %

	déc-13	oct-14	nov-14	déc-14	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Immatriculations Véhicules neufs	377	641	334	387	+ 2,7 %	+ 4,4 %

ENTREPRISES

Champ ICS : Industrie - Commerce - Services

Source : ISPF

	déc. 2013	oct. 2014	nov. 2014	déc. 2014	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Créations ICS	126	280	185	162	+ 28,6 %	+ 18,3 %
Radiations ICS	205	234	146	173	- 15,6 %	- 2,6 %
Stock ICS	23 111	23 566	23 696	23 685	+ 2,5 %	+ 2,1 %
Stock global	59 655	60 819	61 143	61 341	+ 2,8 %	+ 4,1 %

PRIX À LA CONSOMMATION

Source : ISPF

	déc-13	oct-14	nov-14	déc-14	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Indice Général (base 100 - déc. 2007)	108,73	107,83	107,79	108,52	- 0,2 %	- 0,0 %
Indice Ouvrier (base 100 - déc. 2007)	109,52	109,39	109,37	109,44	- 0,1 %	+ 0,0 %
Indice Hors Transport Aérien International (base 100 - déc. 2007)	107,56	107,53	107,56	107,36	- 0,2 %	- 0,1 %
Index BTP (base 100 - déc. 2010)	104,71	106,07	106,11	105,95	+ 1,2 %	+ 1,3 %
Index TPG (base 100 - déc. 2010)	110,09	109,80	109,78	109,91	- 0,2 %	- 0,1 %

Var T/T-4 : cumul (ou moyenne selon nature des données) des 3 derniers mois / cumul (ou moyenne) des 3 mêmes mois de l'année précédente.
ns : non significatif

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF